



# Communiqué de presse

Date

14 mars 2019

---

## **Le fléchissement de la conjoncture mondiale ralentit les exportations**

### **Prévisions conjoncturelles du Groupe d'experts de la Confédération – printemps 2019<sup>1</sup>**

**Le groupe d'experts revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 et table sur une croissance de 1,1 % au lieu de 1,5 %. L'économie mondiale perd plus d'élan que prévu, ce qui ralentit le commerce extérieur suisse et les investissements. La croissance devrait rebondir en 2020 et afficher 1,7 %.**

Au deuxième semestre 2018, la conjoncture s'est nettement ralentie en Suisse. D'une part, l'économie mondiale et le commerce international ont perdu en dynamisme, ce qui a freiné le commerce extérieur suisse. D'autre part, la demande intérieure n'a pas livré d'impulsions à la croissance. Les investissements en particulier se sont fortement affaiblis.

Le groupe d'experts s'attend à ce que, en 2019, la conjoncture ne regagne que progressivement de la vigueur en Suisse et au niveau international. Les perspectives se sont considérablement assombries en Europe notamment, et les prévisions de croissance pour l'Allemagne, principal partenaire commercial de la Suisse, ont été nettement revues à la baisse. Cette dynamique plus faible affecte la demande internationale en produits suisses et freine l'économie d'exportation.

En raison d'une faible progression des carnets de commandes et de la persistance de grandes incertitudes, les entreprises sises en Suisse investissent avec retenue dans les capacités de production, réserve qui devrait perdurer les prochains trimestres. Les investissements dans la construction devraient eux aussi connaître une faible croissance : le taux de logements vacants augmente et les prix de l'immobilier affichent une tendance à la baisse.

Le ralentissement conjoncturel se fait aussi sentir sur le marché du travail. Certes, le chômage devrait être d'à peine 2,4 % en moyenne annuelle pour 2019, mais la croissance de l'emploi s'affaiblit et les salaires n'augmentent guère. Par conséquent, la consommation privée connaît une évolution inférieure à la moyenne, bien que la baisse de l'inflation (renchérissement annuel en 2019 : 0,4 %) soutienne le pouvoir d'achat réel des ménages. Compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, le groupe d'experts revoit ses prévisions à la baisse et table désormais sur 1,1 % de croissance au lieu de 1,5 % (prévisions de décembre 2018).

---

<sup>1</sup> Vous trouverez de plus amples informations sur les prévisions conjoncturelles du groupe d'experts et les risques dans la publication trimestrielle du SECO intitulée Tendances conjoncturelles, disponible en ligne ([www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles](http://www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles)) ou au format papier en annexe de la revue La Vie économique ([www.lavieeconomique.ch](http://www.lavieeconomique.ch)).

En 2020, l'économie mondiale devrait se reprendre modérément. Si le différend commercial à l'échelle internationale ne s'envenime pas, le commerce mondial devrait repartir à la hausse, ce qui soutiendrait l'économie d'exportation suisse. Parallèlement, les impulsions en provenance de l'économie domestique devraient gagner en importance. La disposition à investir devrait notamment connaître une nette augmentation alors que la consommation privée devrait être plus dynamique à la faveur de la hausse de l'emploi et de l'augmentation des salaires réels. C'est pourquoi le groupe d'experts prévoit une croissance du PIB plus élevée pour 2020 (1,7 % ; prévisions de décembre 2018 : 1,7 %) avec un renchérissement de 0,6 %. Le ralentissement conjoncturel actuel pourrait cependant influencer sur le taux de chômage avec un certain retard : le groupe d'experts table, pour l'année prochaine, sur une hausse du taux à 2,6 % en moyenne annuelle.

### **Risques conjoncturels**

Les risques conjoncturels continuent de dominer le tableau de la conjoncture mondiale. Si le **différend commercial** opposant les États-Unis à d'autres économies majeures s'envenime, la conjoncture internationale et le commerce mondial risquent de ralentir plus fortement que prévu. Le commerce extérieur suisse, mais aussi l'activité d'investissement des entreprises, s'en trouverait pénalisé. La Suisse serait particulièrement touchée en cas d'escalade du conflit entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) et si, par exemple, des droits de douane massifs venaient à frapper les automobiles allemandes. À l'inverse, un éventuel accord sur les points importants du différend commercial aurait pour effet de stimuler la conjoncture tant en Suisse qu'à l'étranger.

L'Europe est toujours plongée dans un climat **d'insécurité politique**. On ignore notamment si le Brexit sera mis en œuvre en mars 2019 et quels contours prendront les relations entre l'UE et le Royaume-Uni. À cela s'ajoute la situation économique et financière de l'Italie, qui, suite à son entrée en récession, présente à nouveau de grands risques.

Des incertitudes pèsent toujours sur les **relations entre la Suisse et l'UE**, notamment en lien avec l'accord-cadre et la réforme de l'imposition des entreprises. Une détérioration sensible des relations avec l'UE pourrait peser sur l'activité d'investissement des entreprises. Compte tenu des déséquilibres latents dans le secteur de l'immobilier, le risque d'une sévère correction dans ce secteur reste d'actualité. Enfin, le scénario favorable d'un rebond de l'économie domestique compensant au moins partiellement la faible croissance du 2<sup>e</sup> semestre de 2018 n'est pas exclu, notamment vu la bonne situation sur le marché du travail.

### **Renseignements :**

Eric Scheidegger, SECO, chef de la Direction de la politique économique, +41 58 462 29 59

Ronald Indergand, SECO, chef du secteur Conjoncture, Direction de la politique économique, +41 58 460 55 58